

Modèle de demande d'avis concernant l'absence d'établissement stable en France

Questionnaire relatif à la mise en œuvre de la garantie prévue au 6° de l'article L 80 B du LPF

Vous voudrez bien apporter des réponses détaillées en joignant en annexe tout document susceptible de compléter utilement ces réponses

I/ Identification de l'entreprise étrangère résidant dans un État lié à la France par une convention fiscale

Dénomination sociale	
Forme juridique	
État de résidence	
Adresse précise dans l'État de résidence	
Adresse d'élection de domicile en France pour l'instruction de la demande Téléphone/Mail/Fax	
Objet social déclaré	
Description de l'activité réalisée	

II/ Renseignements concernant l'activité réalisée en France (en cas de pluralité d'activités, les renseignements doivent être apportés pour chaque activité)

1. Nature de l'activité en France
(préciser notamment l'importance relative de cette activité par rapport à votre activité propre)

2. Moyens humains et matériels mis en œuvre

3. Nature et importance de la clientèle concernée

Si l'activité est réalisée, en totalité ou partiellement, par l'intermédiaire d'une installation physique et/ou par l'intermédiaire d'une personne physique ou morale qui agit en France pour votre compte, compléter les paragraphes 4 à 13.

Si vous réalisez une activité de commerce électronique, compléter également le IIII.

Si vous exercez une activité financière, compléter également le IV.

4. Nature de l'installation dont vous avez la dispositions

- préciser notamment s'il s'agit d'un siège de direction, d'une succursale, d'un bureau, d'un local ou d'un emplacement, d'une usine ou d'un atelier, d'un lieu d'extraction de ressources naturelles, d'un chantier de construction ou de montage, d'un matériel (machine, moyen de transport, matériel informatique...)
- préciser également si vous êtes propriétaires de l'installation. Si tel n'est pas le cas, indiquer l'identité et l'adresse du propriétaire

5. Situation géographique de l'installation

Si l'exercice de l'activité nécessite des déplacements en plusieurs endroits, indiquer l'adresse de chaque lieu concerné et donner, pour chacun, les renseignements demandés au n° 4

6. Nature des opérations réalisées

Détailler les opérations pour chaque installation

7. Durée d'utilisation et permanence de l'installation

- préciser, le cas échéant, le nombre d'interruptions temporaires d'utilisation et leur durée
- si l'activité a une nature récurrente, préciser le nombre de fois où l'installation est utilisée et chaque laps de temps d'utilisation
- si la durée d'utilisation est brève mais interrompue de manière fortuite, en préciser les motifs (échec de l'investissement...)

8. Degré d'autonomie de l'installation

Préciser notamment si l'installation dispose d'un personnel distinct ou d'un préposé spécialement délégué, des services commerciaux, financiers ou techniques propres, d'une comptabilité distincte, d'un centre de décision, d'un pouvoir de recrutement autonome...

9. Renseignements relatifs aux personnels utilisés en France

Préciser l'effectif, le statut des personnels, leurs fonctions, leur lieu de résidence, la durée des missions qu'ils exercent en France et les pouvoirs qui leur sont éventuellement conférés pour engager votre entreprise

10. Identification de l'intermédiaire

Préciser notamment son nom et adresse, sa nature juridique (personne physique ou morale - n° Siret et code APE), le cas échéant son État d'origine et la durée de sa présence en France

11. Analyse fonctionnelle

Préciser les fonctions et les risques assumés par l'intermédiaire dans le cadre de vos échanges ou relations

12. Pouvoir de l'intermédiaire de conclure en votre nom des contrats avec des clients ayant trait à vos activités propres

- Préciser notamment si c'est le cas d'une ou de plusieurs de vos filiales ou sociétés du groupe établies en

France

- Préciser également l'ampleur et la fréquence de l'utilisation de ce pouvoir par la personne (ou d'un service de ces filiales ou sociétés)

13. Situation de dépendance juridique et économique de l'intermédiaire

- Préciser notamment l'étendue des obligations qui lui incombent (joindre le cas échéant une copie du contrat), son lien de subordination (salarié...) ainsi que les modalités de rémunération

- Préciser si cette personne exerce également une activité pour le compte d'autres sociétés

- Si vous exercez une activité d'assurance, il conviendra de préciser si vous percevez des primes ou assurez des risques en France par l'intermédiaire d'un agent établi en France

III/ Cas particulier d'une activité de commerce électronique réalisée à partir d'un équipement informatique situé en France

- Préciser notamment si les fonctions exercées par l'intermédiaire de cet équipement, dont la nature et la localisation doivent être indiquées, constituent en elles-mêmes une partie essentielle de l'activité commerciale dans son ensemble

- Si l'activité est exercée par l'intermédiaire d'un site web hébergé par un serveur situé en France, indiquer l'adresse de ce serveur. Préciser si vous en avez la disposition ou si vous avez conclu un accord d'hébergement avec un fournisseur de services sur l'Internet.

IV/ Cas particulier d'une activité financière réalisée en France

- Décrire la nature des fonctions exercées en France

Préciser notamment les fonctions impliquées dans la création ou la gestion d'un actif financier (par exemple, création et maintien des relations avec les clients, négociations des termes des contrats, levée des fonds et du capital, administration, négociation du refinancement des prêts, gestion des risques pris du fait de la conclusion du contrat de prêt...)

- Décrire les actifs mis en œuvre en France dans l'exercice de ces fonctions

Préciser notamment s'il s'agit de locaux de succursales, de systèmes informatiques, d'actifs incorporels (nom, marque commerciale ou logo de la banque), de services bancaires par l'Internet ou téléphone...

- Décrire les risques assumés en France du fait de l'exercice de ces fonctions

Préciser notamment les risques liés au crédit, au taux d'intérêt, le cas échéant au cours de change...

Enfin, il est précisé que la réponse faite par l'administration ou résultant du silence gardé par elle pendant un délai de plus de trois mois à compter de la date de réception du présent questionnaire (article L 80 B 6° du LPF) ne saurait valoir prise de position formelle au sens de l'article L 80 B du LPF s'agissant de l'imposition des activités de location immobilière qui seraient réalisées par les entreprises étrangères du seul fait d'immeubles situés en France. Il en serait de même au cas où des renseignements inexacts auraient été fournis à l'administration.

A....., le

Certifié complet, exact et sincère

Signature et qualité du signataire